

---

# *Les Rencontres pour penser l'Aujourd'hui*

---

---

## **Nous organisons la prochaine Rencontre autour des questions ouvertes par l'insurrection Tunisienne.**

---

*Nous vous proposons d'y réfléchir ensemble **le Mercredi 20 Avril, à 18h30,**  
**Salle Marengo, 7 Rue René Leduc, 31500 Toulouse (Métro : Marengo-sncf)***

*Voici d'ores et déjà quelques points pour ouvrir à ce débat :*

- Bien sûr, il y a immédiatement l'aspect enthousiasmant et rafraîchissant qui rappelle à tous qu'un peuple peut faire tomber un tyran, pour peu que des gens déterminés décident de porter des points de dignité, d'égalité et de justice devant tous.
- Il y a aussi ces rencontres, dans les rues et les places, de gens qui d'habitude ne se parlent pas de la situation qui leur est faite, ne se disent rien de ce qu'ils pensent et veulent. Là, on a vu des jeunes se lier aux ouvriers, des femmes intervenir, des paysans se rendre dans les villes pour être de ces débats, de ces décisions **sur** l'Etat. Il s'agissait de faire tomber ce régime policier qui ne tenait que par la corruption et l'humiliation. Ils ont montré qu'ils existaient, qu'ils comptaient, et qu'il allait falloir que l'Etat fasse avec cette nouvelle donne.
- Dans ce soulèvement il y a eu un désintérêt à "prendre", ou à chercher à prendre l'Etat, de la part des gens réellement acteurs ; un désintérêt à s'organiser pour "porter" quelqu'un au pouvoir comme réponse au régime policier. Par contre on a vu une persistance, de la part de ces mêmes acteurs, à dire qui ne doit pas y être, une ténacité à contrôler l'Etat et le pouvoir jusque dans l'affrontement avec l'Etat français et son Ambassadeur qui a dû s'excuser de ses propos.

Devant cela, on ne peut certainement pas se contenter de dire *"une révolution a eu lieu, c'est l'éternel recommencement de la lutte des opprimés contre les oppresseurs"*. Même si on y rajoute une pointe de *"communisme éternel"* et *"communisme de mouvement"* (Badiou), ou de *"désir de liberté"* pour d'autres, c'est un peu court. Ces analyses visent seulement à ramener cet évènement, cette insurrection nouvelle, dans des cadres de pensées politiques pré-établies : révolution, communisme, parlementarisme...où l'on sait même ce qui a eu lieu avant que cela ait eu lieu ! Une sorte de prescience politique en quelque sorte.

Au contraire, il nous paraît nécessaire d'interroger et s'interroger à propos de la nouveauté d'un tel événement sans chercher à le faire entrer dans une configuration politique déjà connue, ou dans des pré-requis. C'est le sens que nous voulons donner à la *"Rencontre pour penser l'Aujourd'hui"* du 20 Avril. Nous vous proposons de débattre à partir de

### ***Quelques questions ouvertes par l'insurrection Tunisienne :***

- N'y a t il pas quelque chose chose qui "court" des années 68 à maintenant, dont nous avons du mal à prendre la mesure, car nous réfléchissons encore avec les "vieux outils" précédents : lutte des classes comme moteurs de l'histoire, recherche d'un sujet politique historique (classe, masse, peuple...), recherche d'un "système" clé en main pour remplacer le système capitaliste actuel, organisation en Parti pour arriver à ses objectifs ?
- Qu'est ce qui "court" ainsi ? Avec la fin de l'état révolutionnaire comme moyen d'assurer une politique du côté des gens, s'ouvre la question de la capacité sans sujet politique historique : les choses ne se jouent plus du côté de l'état, de sa prise, de sa fin, de son renversement etc...***mais dans une capacité, en continu***, à dire et porter ce qui parle pour tous, les droits, l'égalité, la liberté. D'en faire une force réelle.
- Quel est ce nouveau rapport à la fois intérieur et extérieur à l'Etat que cette insurrection Tunisienne tente ?
- *"Ben Ali n'est pas Tunisien" "Ben Ali travaille contre la Tunisie" "nous sommes fiers d'être Tunisiens"* etc...ces affirmations dans l'insurrection Tunisienne, loin de tout chauvinisme et nationalisme identitaire, n'indiquent-elles pas qu'un "nous" est possible si quelques principes et actes sont posés ? S'inquiéter du Pays (dans le sens du lieu où des gens vivent et peuvent décider) plutôt que de l'Etat ? N'est-ce pas là une des conditions pour assurer la paix à l'intérieur du pays, contre la guerre civile ?
- Qu'en est-il de la possibilité d'une nouvelle capacité politique du côté des gens et de nouvelles formes d'organisations où ***convictions et principes*** sont essentielles ?

*Le texte initial de présentation des "Rencontres pour penser l'Aujourd'hui" est consultable sur le site. ( [www.ouvriersgensdici.net](http://www.ouvriersgensdici.net) ou <http://ouvriersgensdici.free.fr> Mail : [ouvriersgensdici@free.fr](mailto:ouvriersgensdici@free.fr) )*